Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Socialistes-d-en-bas-et-d-en-haut,1339

Quelle union du peuple en 2014 ?

- Vie politique -

Date de mise en ligne : jeudi 12 septembre 2013

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

En 2014, comment les travailleurs peuvent-ils intervenir dans la vie politique, face à un gouvernement socialiste qui poursuit et aggrave les principales réformes de Sarkosy ? Le peuple l'avait rejeté en 2012 car il cristallisait les colères populaires et le parti socialiste dénonçait avec force une politique de droite utilisant les sans-papiers pour diviser les travailleurs, une politique économique au service des grandes banques et multinationales, une politique internationale militariste contre les peuples du Sud... Rappelons-nous le célèbre "Mon ennemi, c'est la finance" du candidat Holllande..

Un an plus tard, le bilan est terrible. Les expulsions battent des records, comme les licenciements dans les grandes entreprises. Le pouvoir d'achat recule toujours plus et fait exploser la pauvreté de masse, et le gouvernement enferme la France sous l'austérité, jusqu'aux dernières annonces d'augmentation d'impôts et de réduction de dépenses publiques pour le budget 2014. La France remet même en cause le refus sous Chirac d'une guerre de l'OTAN sans l'ONU en Irak et défend une politique militariste support du projet US de nouveau moyen-orient en tentant de faire exploser la Syrie.

- Le parti socialiste dénonçait la réforme des collectivités locales de Sarkozy, et en vote une qui va encore plus loin dans la mise en cause des communes.
- Le parti socialiste dénonçait la réforme des universités qui organisait leur privatisation et il l'aggrave en renforçant la concentration des pouvoirs...
- Le parti socialiste dénonçait l'attaque contre le système de retraite mais en organise une étape de plus, réduisant le financement de la SECU par les entreprises, et accélérant la paupérisation de masse des retraités...
- ...

Il faut dire les choses simplement. Le parti socialiste sous Hollande, mène une politique de droite, et sur certains sujets, plus à droite encore que Chirac !

Mais nous savons que si la droite revenait au pouvoir, elle irait encore plus loin dans l'austérité, la remise en cause des dépenses publiques, la précarisation des travailleurs, encore plus loin à droite !

Que peuvent faire alors les gens de gauche, les travailleurs, les familles populaires dans cette situation ?

La vérité est que rien ne peut bouger sans rapports de forces, sans mobilisations populaires. L'histoire récente nous le confirme. De l'Amérique latine à l'Islande en passant par le "printemps arabe" , les peuples qui manifestent en masse leur colère peuvent remettre en cause tous les systèmes. Ce sont les masses en mouvement qui font l'histoire, pas les médias, ni les états-major ! Certes, il ne suffit pas de manifester : les contradictions sociales, les manoeuvres politiciennes, les multinationales, les services secrets, les intégristes et les fascistes, sont prêts à tout pour interdire aux peuples d'exercer réellement leur souveraineté !

Mais personne ne sait pourquoi et comment une révolution survient. Pour l'instant, en France, ce qui domine, ce sont les intérêts privés et les contradictions entre couches sociales. Symboliquement, il reste difficile de faire manifester ensemble le secteur public et le secteur privé, les grandes entreprises et les PME, les quartiers populaires et les couches moyennes, les centre-villes et les zones rurales...

Copyright © Le Vénissian

Et surtout, le monde du travail ne s'exprime qu'à de rares occasions, quand il est acculé par une fermeture d'usine, PSA Aulnay, FRALIB, CONTINENTAL, VENINOV, mais personne ne pense que les travailleurs, ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs sont ensemble une force nationale capable de bousculer le pays !

Il faut donc toujours renforcer les organisations de luttes, associations et syndicats, et il est urgent de faire revivre un grand parti communiste porteur d'une rupture politique. Mais si les travailleurs attendent des jours meilleurs et délaissent la vie politique et électorale, ils laissent tranquille ceux qui mènent des politiques toujours plus à droite, quel que soit le parti au pouvoir, et ils s'affaiblissent...

Alors faut-il classer le parti socialiste à droite ?

C'est une vieille question. Thorez avait écrit en 1932

> "pour masquer son rôle, le parti socialiste emploie une phraséologie de gauche afin de tromper les ouvriers, de les détourner de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme et contre sa dictature qui se couvre du manteau "démocratique"'....
>
> "c'est pourquoi le parti communiste qui n'a pas d'autres intérêts que ceux de la classe ouvrière mène un si rude combat contre le parti socialiste. Mais s'il combat, s'il démasque le rôle du parti socialiste et de ses chefs, il distingue ceux-ci des ouvriers socialistes. Il leur tend fraternellement la main et les invite à la lutte à nos cotés contre la dictature du capital"...
>
> "notre arme essentielle, c'est le front unique à la base"

Dans le langage et le contexte de l'époque, Thorez nous conduit à faire la différence entre le parti socialiste, ses dirigeants, et les travailleurs qui font confiance au parti socialiste.

La période du programme commun et la stratégie d'union de la gauche ont peu à peu fait disparaître cette contradiction entre communistes et socialistes et mis en avant le seul débat entre la gauche et la droite... Les communistes qui se battaient pour l'Union que les socialistes trahissaient souvent disaient "l'union est un combat", mais ils installaient l'idée que les dirigeants socialistes étaient de gauche, que l'opposition principale était non pas entre les travailleurs et les actionnaires, mais entre les partis de gauche et les partis de droite, et donc entre les électeurs de gauche et de droite. Résultat, des travailleurs qui pensent que malgré la crise, le PS fait ce qu'il peut ne vont pas lutter contre une réforme des retraites pourtant de droite, parce qu'elle est décidée par des socialistes...

Sur la politique internationale, personne ne peut être surpris du choix du parti socialiste de soutenir l'OTAN, les guerres coloniales au nom des « droits de l'homme », d'être plus atlantiste qu'une bonne part de la droite, et de participer au projet US au Moyen-Orient... Hollande n'avait critiqué Sarkozy en Lybie que sur la forme, et prend donc sa relève sans honte en Syrie. Comme le dit un camarade qui a connu la guerre d'Algérie : « Hollande, après tout, ce n'est pas pire que Guy Mollet ». C'est vrai ! Les socialistes ont toujours été les socialistes. Blum a refusé de soutenir la République espagnole, les députés socialistes ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, Mollet, élu pour faire la paix, a donné à la guerre d'Algérie une impulsion nouvelle, Mitterrand s'est résolument engagé dans l'Union européenne et a fait voter Maastricht, et ainsi de suite.

Copyright © Le Vénissian

Que faire à gauche avec des dirigeants socialistes de droite ?

Sur toutes les questions, il faut prendre conscience que si beaucoup de socialistes d'en bas sont des militants de gauche, qui veulent un changement de politique, les dirigeants socialistes, beaucoup de leurs élus, sont dans les faits de droite. Quand le capitalisme avait du grain à moudre, les socialistes pouvaient encore décider quelques mesures sociales. Mais le capitalisme est (re)devenu impitoyable, il lui en faut toujours plus pour alimenter la grande bouffe des oligarchies modernes et donc pressurer toujours plus le travail et les travailleurs. Dans ces conditions, il est impossible de rechercher une union des dirigeants de la gauche. La période ouverte par le programme commun en 1972 est définitivement derrière nous et nous revenons à la situation décrite par Thorez.

Comment organiser l'unité en bas, malgré la division en haut ?

Cette situation apparaît depuis 2012 avec un gouvernement socialiste sans ministres communistes, contrairement aux gouvernements Mitterrand et Jospin. Mais il faudra des luttes longues et massives pour que l'expérience populaire devienne une conscience de cet écart entre des dirigeants socialistes de droite et des électeurs socialistes de gauche.

Face à ce problème, il y a de mauvaises idées... Dire comme Bayrou que "la gauche et la droite ça ne veut plus rien dire", dire comme Le Pen "UMP = PS". Dans les deux cas, on ne peut unir les travailleurs qui croient encore à la gauche et ceux qui n'y croient plus... Et pour les communistes, c'est le seul critère de décision. Qu'est-ce qui permet d'unir les travailleurs, ceux qui font confiance aux communistes et ceux qui font confiance aux socialistes, ceux qui se pensent de gauche et ceux qui se pensent de droite, et surtout, tout ceux qui sont en dehors de toute référence politique, la masse toujours grandissante des abstentionnistes...

Une stratégie de "Front de Gauche" qui se réduirait à la "gauche de la gauche" ne ferait qu'aggraver le problème, en rejetant dans le même camp les dirigeants socialistes d'en haut et les travailleurs socialistes d'en bas... Cette stratégie ne permet pas d'affronter la droite car elle s'installe dans la division des électeurs de gauche, ne permet pas de rassembler toutes les forces progressistes, tous les travailleurs, et donc tous les militants de gauche avec les abstentionnistes et même avec les travailleurs de droite dans un front de lutte contre l'austérité et la guerre.

Tout ce qui isole le point de vue communiste, tout ce qui divise le peuple est un obstacle à la reconstruction d'un rassemblement populaire majoritaire pour affronter la bourgeoisie, les politiques de droite, le capitalisme.

Quel rassemblement, quelle union pour les municipales ?

Les communistes doivent décider de leur stratégie aux élections municipales avec ce seul souci en tête, unir le plus largement possible le peuple contre l'austérité et la guerre, et donc unir les travailleurs communistes, socialistes, abstentionnistes...

Mais les situations locales sont bien sûr différentes entre une ville dirigée par un maire communiste qui mène résolument une politique de solidarité contre l'austérité, pour la défense des services publics, un maire socialiste qui porte cette politique nationale de droite, ou un maire socialiste critique de certaines réformes gouvernementales.

Copyright © Le Vénissian

Pour la réforme des rythmes scolaires, certains maires socialistes ont forcé la main aux acteurs de l'école pour imposer la mise en oeuvre immédiate malgré les dépenses supplémentaires, d'autres ont écouté les acteurs de terrain et recherché un consensus...

C'est bien sur la politique municipale, la place donnée à la solidarité, l'indépendance par rapport aux politiques gouvernementales, et par exemple pour le Rhône, l'attachement à l'autonomie des communes face au projet d'euro-métropole, que peut se construire ou non un projet municipal qui permette le rassemblement le plus large. C'est partout ce que doivent proposer et rechercher les communistes, en portant leurs propres objectifs, en faisant entendre clairement leur refus de l'austérité. tout en sachant que ce n'est pas possible partout...

Mais si un large rassemblement n'est pas possible, les communistes ne peuvent pas créer de confusion dans la tête des travailleurs. La droite, UDI, UMP et FN confondus ne mènera toujours que des politiques toujours plus à droite. Battre les socialistes de droite avec un parti de droite ne ferait qu'enfoncer encore plus les travailleurs...

Il faut donc que les communistes analysent leur situation dans chaque ville, le plus possible avec les travailleurs et les habitants, sans se résigner à ce que les travailleurs socialistes soutiennent des dirigeants socialistes de droite. Une union politique d'en haut sera toujours un piège pour les travailleurs. Mais l'union en bas peut se faire avec toute la gauche, tout le peuple.

Copyright © Le Vénissian